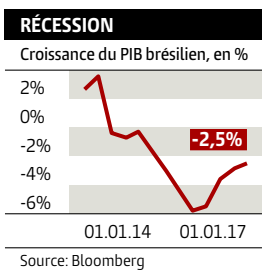


Economie & Finance

Croissance en recul au Brésil

Le produit intérieur brut du Brésil s'est contracté en 2016 pour la seconde année consécutive. Il a enregistré un recul de 3,6%, contre -3,8% en 2015, selon les chiffres officiels dévoilés mardi.



SERGIO MARCHIONNE

Directeur général de Fiat Chrysler Automobiles. Le constructeur italo-américain est toujours ouvert à un rapprochement avec General Motors (GM), a-t-il rappelé. Mais le «potentiel de synergies a baissé de 15-20%» après l'achat d'Opel par PSA.



5%

SWISSCOM S'ASSOCIE À CREAHOLIC, SOCIÉTÉ BIENNOISE D'INGÉNIEURIE ET DE CONSULTATIONS TECHNIQUES. L'opérateur télécoms accède à hauteur de 5% au capital de la pépinière d'inventeurs fondée par Elmar Mock. Ce dernier en devient président honoraire.

SMI	8623,97	-0,47%	Dollar/franc	1,0125	↑
			Euro/franc	1,0718	↑
Euro Stoxx 50	3385,12	-0,07%	Euro/dollar	1,0585	↑
			Livre st./franc	1,2363	↓
FTSE 100	7338,99	-0,15%	Baril Brent/dollar	56,07	↑
			Once d'or/dollar	1216	↓

«ObsEva a levé 96 millions sur le Nasdaq»

PHARMA Ernest Loumaye, un gynécologue entrepreneur, a créé la start-up genevoise ObsEva il y a quatre ans. Les fonds récoltés à la bourse américaine lui permettront de développer des molécules destinées à traiter certaines pathologies féminines délaissées

PROPOS RECUEILLIS
PAR GHISLAINE BLOCH
@BlochGhislaine

Quatre ans après la création d'ObsEva, Ernest Loumaye a conduit, au mois de janvier, sa start-up au Nasdaq, la bourse new-yorkaise des valeurs technologiques. Elle est parvenue à lever près de 100 millions de dollars pour développer des molécules destinées à traiter certaines pathologies gynécologiques.

Le Temps a rencontré Ernest Loumaye, son directeur et fondateur. Ce gynécologue-obstétricien, qui a exercé pendant sept ans en milieu hospitalier, a rejoint l'industrie pharmaceutique en entrant chez Serono en 1992 (repris par Merck) où il a dirigé la recherche clinique sur l'infertilité avant de rejoindre Ipsen. Trois ans plus tard, il a créé la société PregLem, revendue au groupe hongrois Gedeon Richter pour 445 millions de francs.

Pourquoi avoir choisi le Nasdaq? Ce marché permet de lever des sommes plus importantes que l'Euronext, la bourse parisienne des valeurs technologiques, et les investisseurs y sont beaucoup plus nombreux. Nous avons accès à beaucoup plus de liquidités et avons pu y lever 97 millions de francs alors que sur l'Euronext, il aurait été difficile de lever plus de 35 millions de francs.

Le cours de l'action est actuellement proche de 13 dollars, soit 2 dollars de moins que lors de votre introduction au Nasdaq. Que s'est-il passé? La veille de la mise en bourse, toutes les actions ont été vendues à des fonds. La stratégie a été de placer plus ou moins 20% des titres auprès de hedge funds. Plus spéculatifs, ces derniers ont revendu beaucoup d'actions quelques heures après la cotation. Le cours est descendu transitoirement à 11 dollars avant de se redresser. Ces hedge funds ont d'un côté pénalisé le cours mais ont permis de créer de la liqui-



INTERVIEW

dité. Et la valeur d'une société se bâtit progressivement.

La société est désormais cotée aux Etats-Unis. Pensez-vous pouvoir maintenir l'entreprise en Suisse romande? Nous n'allons absolu-

ment pas déplacer notre société aux Etats-Unis. Il n'y a aucun obstacle à la maintenir à Plan-les-Ouates (GE). Nous n'avons pas de difficultés à recruter et avons la chance de trouver dans la région beaucoup d'experts en dévelop-

pement pharmaceutique. Environ quatre engagements sont prévus pour renforcer notre équipe de 30 personnes. Parallèlement, nous allons ouvrir un bureau à Boston au mois de juin où nous recruterons une dizaine de per-

Ernest Loumaye, directeur et fondateur d'ObsEva: «Nous n'allons absolument pas déplacer notre société aux Etats-Unis. Il n'y a aucun obstacle à la maintenir à Plan-les-Ouates (GE).» (DAVID WAGNIÈRES)

COTATION

Les start-up romandes misent de nouveau sur la bourse

Après plusieurs années de vaches maigres, trois start-up romandes - dont ObsEva en janvier - sont devenues publiques ces trois derniers mois. Tout a démarré avec la société genevoise GeNeuro, qui s'attaque à la sclérose en plaques. En avril 2016, elle a récolté 35,5 millions de francs en entrant en bourse sur l'Euronext à Paris. L'action se situe à 9 euros alors qu'elle atteignait les 12 euros dix mois plus tôt.

Puis la société lausannoise AC Immune est entrée au Nasdaq en septembre 2016. La biotech est parvenue à lever 70,6 millions de dollars pour poursuivre des programmes cliniques sur la maladie d'Alzheimer et s'intéresser à d'autres maladies neurodégénératives. Après un pic à 15,5 dollars, l'action évolue actuellement aux alentours de 12 dollars. ■ G.B.

sonnes. Nous y avons notamment engagé un directeur financier.

Avant cette mise en bourse, vous aviez déjà obtenu près de 90 millions de fonds externes. A quoi seront destinés ces 100 millions de dollars supplémentaires? Les fonds nous permettront de poursuivre le développement de nos trois molécules jusqu'au début de 2019. Nous allons entrer en phase clinique III avec l'OBE2109, qui traite les fibromes. Avec la même molécule qui permet de réduire le taux d'oestrogènes en agissant au niveau de l'hypophyse, nous sommes en phase IIb pour une autre pathologie, à savoir l'endométriose, une maladie gynécologique qui se traduit par des douleurs et un risque d'infertilité.

Ces maladies concernent-elles beaucoup de femmes? Environ une patiente sur dix souffre d'endométriose alors que quatre millions de femmes connaissent des problèmes de fibrome aux Etats-Unis. Jusqu'à présent, il y avait clairement un désintérêt des grands laboratoires par rapport à la santé féminine. Mais désormais les choses ont changé et les laboratoires, comme AbbVie ou Myovant, ont compris le potentiel énorme de ce type de traitements.

Selon Credit Suisse, votre chiffre d'affaires potentiel dans l'endométriose pourrait s'élever à 700 millions de dollars et à 900 millions de dollars dans le fibrome. Qu'en dites-vous? Etant donné que nous sommes actuellement cotés, nous n'avons pas l'autorisation de commenter ce genre de chiffres.

Comment se développent vos deux autres molécules issues de Serono? L'antagoniste de l'ocytocine va entrer en phase clinique III en Europe auprès de 760 patientes. Ce médicament a le potentiel de faciliter l'implantation de l'embryon après une fécondation in vitro. Quant à l'antagoniste de la prostaglandine F2a, elle est actuellement en phase I.

Vous dites avoir désormais des fonds pour être autonomes jusqu'au début de 2019. Et après? Nous leverons des fonds supplémentaires si les résultats des études cliniques sont bons. Dans le courant de 2018, il faudra se poser la question de savoir si l'on souhaite commercialiser nous-mêmes nos molécules, conclure un accord avec une pharma, vendre l'entreprise ou lever des fonds supplémentaires. Ce que je souhaite, c'est amener des médicaments sur le marché, quel que soit le chemin emprunté. ■

Le nombre de femmes dans les conseils atteint un record

ÉGALITÉ Le taux suisse - 17% - reste toutefois bas en comparaison avec les autres pays européens

Après des années de stagnation, une amélioration. Le nombre de femmes dans les conseils d'administration en Suisse atteint un niveau record, selon une étude du consultant Guido Schilling. Le taux passe ainsi de 16% à 17% parmi les 100 plus importantes entreprises du pays, a dévoilé le responsable devant la presse mardi à Zurich.

Un niveau qui, toutefois, «ne suffit pas pour une hausse durable et significative dans l'optique des 30% exigés par la politique». Il faudrait une génération pour y arriver à ce rythme. Cela alors que l'en-

semble des pays européens ont progressé plus rapidement ces dernières années. Championne d'Europe, la Norvège compte 43% de femmes dans les conseils d'administration, suivie de la France (41%) et de la Suède (37%). L'Italie, l'Allemagne, la Finlande et la Belgique sont proches ou au-dessus des 30%.

«Suffisamment de candidates»

Parlant de sa propre expérience de recruteur, Guido Schilling a assuré qu'il «existe aujourd'hui suffisamment de candidates parfaitement qualifiées pour siéger au sein de conseils d'administration». De fait, il s'est fixé la règle de toujours présenter des candidates lorsqu'il est mandaté pour chercher des adminis-

trateurs. Pour lui, l'objectif des 30% de femmes dans les conseils d'administration, voire plus, est atteignable. Et ce «même sans quotas», a-t-il souligné, ne cachant pas son scepticisme face à une telle mesure. Il a préféré souligner le modèle britannique, où l'engagement des entreprises a permis de passer de 11% à 27% d'administratrices.

Du côté des fonctions de direction, la situation s'est améliorée «autant en une année qu'au cours des dix années précédentes». Mais le taux reste bas, passant de 6% à 8%. Avec 24% de conseillères d'Etat et 14% de cadres supérieures, le secteur public a un temps d'avance sur le secteur privé, a ajouté le consultant. Le consultant s'est aussi penché sur le

«pipeline», c'est-à-dire sur le nombre de femmes dans des postes de cadres qui seraient de potentielles dirigeantes d'entreprises ou administratrices. Dans l'encadrement intermédiaire, 21% des chefs sont des cheffes. Un dernier taux que le recruteur a jugé réjouissant, tout en soulignant que «les jeunes managers s'orientent trop souvent vers les unités de support, ce qui réduit leur influence sur les affaires».

Bobst, mauvais élève

Invité à la conférence de presse, Valentin Vogt, responsable de l'Union patronale suisse, a détaillé le code de conduite que s'est fixé l'organisation pour augmenter la présence des femmes, en réponse

aux pressions politiques. Car il existe encore des entreprises en Suisse qui n'ont aucune femme ni à la direction, ni au conseil d'administration. C'est le cas de Bobst en Suisse romande.

Dans une étude publiée mardi, EY dresse un tableau moins réjouissant. Si le cabinet de consultants arrive aussi à un taux de 20% de femmes cadres, il constate que «plus de la moitié des entreprises n'associe pas équilibre hommes-femmes et succès économique». Et ce, alors que «les entreprises prospères pratiquent nettement plus la promotion des femmes». ■

MATHILDE FARINE, ZÜRICH
@MathildeFarine